

# Israël, bas les pattes devant Rafah !

Le 1<sup>er</sup> avril, l'armée israélienne a attaqué le consulat d'Iran à Damas, en Syrie. Loin de protester contre cet acte terroriste, les gouvernements américain, français, britannique, etc. ont assuré le gouvernement israélien de leur soutien indéfectible, en remisant les critiques verbales contre le terrorisme pratiqué à grande échelle dans la bande de Gaza par la même armée.

Pour ne pas perdre la face, le gouvernement iranien, qui se gardait jusqu'alors de tout affrontement avec Israël, a riposté le 13 avril par une salve de 300 drones et missiles visant la base aérienne de Nevatim (Sud). Alors que l'armée ukrainienne est mal équipée de moyens de défense face à la Russie qui veut la recoloniser, l'armée sioniste est richement dotée. Elle a paré l'attaque avec l'aide des armées américaine, britannique, française, émiratienne et jordanienne. Le gouvernement américain, qui a pour cible principale la Chine et ne veut pas être impliqué directement dans un conflit au Proche-Orient, a demandé au gouvernement israélien de ne pas répliquer.

Peine perdue ! Le 19 avril, Israël a attaqué des installations militaires en Syrie et en Iran, à Tabriz (Nord) et, de l'intérieur de l'Iran, à Ispahan (Centre). Le 24 avril, il a attaqué de nouveau le Liban.

Le 20 avril, l'État américain, qui a cessé de financer l'UNWRA mais pas de livrer des armes à Israël, a décidé une aide de 13 milliards de dollars (12 milliards d'euros) à Israël. Deux jours plus tard, l'État français, qui a livré l'arme atomique à Israël et qui n'a pas non plus interrompu ses livraisons d'armes, a mis en cause... « *les actions déstabilisatrices de l'Iran* ».

*Le Président de la République s'est entretenu par téléphone avec Benjamin Netanyahu, ce lundi. Il a de nouveau exprimé sa solidarité avec le peuple israélien suite à l'attaque sans précédent lancée par l'Iran contre Israël la nuit du 13 au 14 avril 2024, repoussée avec succès avec le soutien des partenaires internationaux d'Israël. Il a redit l'attachement de la France à la sécurité d'Israël. Le chef de l'État a rappelé que cette attaque inacceptable de l'Iran faisait peser le risque d'une escalade militaire générale... Le Président de la République a rappelé la nécessité d'avancer vers la solution à deux États, qui constitue la seule manière d'assurer une paix durable dans la région. (Site de l'Élysée, 22 avril)*

Le 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD CGT du Nord, a été condamné à un an de prison avec sursis pour apologie du terrorisme ! L'État français multiplie les poursuites judiciaires contre ceux qui soutiennent les Gazaouis, même quand ils reconnaissent Israël et soutiennent la partition de la Palestine en deux États, comme LFI.

Le régime islamiste d'Iran tente de profiter des agressions d'Israël pour mettre au pas les travailleuses et les étudiantes des grandes villes.

De son côté, le régime colonial d'Israël a convoqué le 22 avril les ambassadeurs des États, dont la France, qui avaient

osé se prononcer à l'ONU pour l'admission d'un État palestinien à part entière.

L'État israélien détient dans ses prisons 9 400 otages palestiniens. En Cisjordanie, l'État israélien étend la colonisation. Les colons, des fanatiques religieux ou racistes, multiplient les exactions. Entre le 15 et le 21 avril, l'armée y a mené 195 opérations terroristes, tuant 21 Palestiniens. En particulier, elle a détruit le 18 avril les infrastructures du camp de Nour Shams, bloqué l'accès des ambulances durant son attaque. Au total, 487 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre 2023 et 4 900 ont été blessés en Cisjordanie.

Dans la bande de Gaza, l'État israélien poursuit le génocide. Son but est d'expulser le maximum d'Arabes. 1,7 million de personnes ont été déplacées. Plus de 34 000 personnes ont été tuées, 77 000 blessées. La population est délibérément affamée. Depuis début avril, la moyenne des camions admis est 189 par jour, alors qu'il en faudrait 500. Du 7 octobre au 21 avril, 180 salariés de l'UNWRA ont été tués. 32 hôpitaux sur 36 ont été détruits. Des charniers de l'armée israélienne viennent d'être découverts dans ceux de Khan Younès et de Gaza.

Le mouvement ouvrier français, partis et syndicats, doit rompre avec sa propre bourgeoisie, impérialiste et prouioniste.

Le front unique ouvrier doit avant tout empêcher la livraison d'armes, munitions et composants militaires à Israël comme l'a demandé la confédération syndicale palestinienne le 17 octobre et le 7 mars.

Annulation de toutes les poursuites judiciaires contre ceux qui soutiennent la cause palestinienne ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Libération de Georges Abdallah détenu en France depuis 1984 !

Blocage des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région, dont celles françaises en Irak, aux Émirats arabes unis, au Koweït, au Qatar, au Liban et en Jordanie !

Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte ! Ouverture des frontières de l'Égypte, de l'Union européenne et des États-Unis aux réfugiés palestiniens !

Israël, bas les pattes devant l'Iran, la Syrie et le Liban ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël !

Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

24 avril 2024

